

CHÔMAGE ET TOLÉRANCE SOCIALE À L'EXCLUSION¹

par

Teresa Torns

Sociologue

Universitat Autònoma
Barcelona

¹ Texte traduit de l'espagnol par Tania Angeloff

Dans les médias, rares sont ceux qui s'étonnent des caractéristiques structurelles du chômage en Espagne. Les chiffres ne laissent pas de place au doute. Si l'on prend en compte les statistiques, l'on observe que sur les 16 millions d'actifs, près de 3,5 millions sont au chômage. Et selon les dernières données de l'EPA², les foyers dans lesquels tous les membres sont au chômage, avoisinent un million, soit 908 000 foyers. Un tel chiffre est spectaculaire ; il a cependant diminué l'année dernière : aujourd'hui 7% des foyers sont dans cette situation.

Même si ces données sur le chômage sont surfaites, on sait que l'Espagne est un pays où l'État providence est pauvre ou faible, si l'on compare le niveau des prestations et des dépenses sociales à ceux des autres pays de l'Union européenne. Cependant, l'inquiétude concernant l'exclusion sociale que ce chômage pourrait occasionner ne semble pas être un thème d'intérêt prioritaire ni pour les spécialistes du chômage, ni pour les acteurs sociaux du marché du travail ou l'opinion publique espagnole.

Les raisons d'un tel paradoxe sont multiples et complexes. Si l'on tente de rationaliser quelque peu ce paradoxe, l'on remarque que chez les experts espagnols, rares sont ceux qui font un lien entre les préoccupations liées au chômage et les inquiétudes pour savoir à quel degré d'exclusion correspond l'état de chômage. Peut-être est-ce dû au fait qu'en Espagne, la relation entre "être au chômage" et "s'exposer aux risques d'exclusion" n'est pas évidente, selon la manière qu'on a d'aborder l'analyse du couple

² qui correspondent au premier trimestre de 1997 de l'enquête de la population active (EPA).

chômage-exclusion³. Ou peut-être est-ce parce que l'exclusion sociale est un phénomène d'apparition récente en Espagne ? Non qu'auparavant les acteurs aient été absents mais parce qu'on les envisageait exclusivement du point de vue de la marginalisation et non de celui de l'exclusion.

COMMENT SE CONSTRUIT LA TOLÉRANCE SOCIALE

De toute évidence, l'on doit reconnaître que la manière d'appréhender la marginalisation et l'exclusion a un rapport avec la conceptualisation de ce qui est "normal" dans nos sociétés et pour ceux dont nous jugeons bon qu'ils restent à l'intérieur ou à l'extérieur de cette "normalité". Cela suppose de réviser des concepts existants, d'accepter de nouvelles conceptions, d'interroger les points de vue théoriques et d'en élaborer de nouveaux. En d'autres termes, il s'agit d'une démarche élémentaire, mais souvent ardue du fait que les normes, les concepts et les points de vue dominants existent dans la société comme sur le terrain des sciences sociales.

Cette notion de "tolérance sociale" a servi à qualifier (Torns, 1995) le paradoxe relatif au chômage en Espagne, bien que l'on soupçonne que ce ne soit pas un phénomène uniquement espagnol. Ici, l'idée de "tolérance sociale" est assimilée à une vision négative du concept, à l'idée d'hypocrisie sociale. Rien à voir, donc, avec une

³ Sur ce point, voir mes commentaires dans *Second Gender and Citizenship Thematic Network Seminar*, sous la direction de Birte Slim : Teresa Torns, "Comments about 'Labor market inclusion and exclusion : political-institutional features and gender and class outcomes' by Anne Lise Ellingsaeter", séminaire organisé à l'Université de Turin, avril 1997.

défense du pluralisme démocratique, utilisé dans une vision positive ou compréhensive du mot. Plus concrètement, il s'agit de mettre en relief le contenu de pouvoir que l'idée de tolérance sociale contient implicitement. Ceux qui tolèrent savent qu'ils n'ont pas besoin d'être d'accord avec les objets ou les sujets tolérés. Parce que, finalement, ils ont le pouvoir et la connaissance nécessaire pour savoir jusqu'où aller... et pas plus loin ! Les raisons expliquant le sens de ce paradoxe doivent être cherchées dans l'existence d'un imaginaire collectif qui tolère l'existence réelle d'une grande quantité de chômage parce qu'il n'est pas totalement conscient du risque d'exclusion que ce chômage implique ou qui tout du moins le conçoit. Même si, en Espagne, l'on parle d'un chômage qui exclut de toute évidence, mais ne marginalise pas.

S'il en est ainsi, la question est la suivante : de quoi ou de qui parle-t-on quand nous faisons référence au chômage et à l'exclusion ? Une clarification absolument nécessaire et semblable à celle qu'en leur temps, les quelques spécialistes que nous sommes avons soulevée en reconceptualisant l'idée de travail, afin d'être capables de montrer tout le travail tel qu'il est présent dans notre société et tous ses acteurs et actrices. Ici, il convient de rappeler que les réponses d'autrefois, à l'instar de celles que nous cherchons aujourd'hui, prennent du poids quand nous soulignons l'incidence de l'inégalité entre les sexes ou les rapports sociaux de sexe, dans les perspectives théoriques que nous adoptons et les analyses que nous menons.

Nous nous proposons donc, pour entreprendre l'étude de la tolérance sociale face au chômage, de tenir compte de la présence de ces inégalités ou de ces relations de genre comme d'un facteur clé dans l'expli-

cation du chômage espagnol. Cette problématique élargira ensuite ces mêmes réflexions à cette part de réalité qui de plus en plus est classée sous le concept d'exclusion. A cette fin, il paraît indispensable :

1/ en premier lieu, de se pencher sur les analyses du chômage uniquement fondées sur la recherche du détail des chiffres du marché du travail. C'est le sujet auquel s'intéresse principalement cet exposé.

2/ en second lieu, de montrer l'absence d'analyse en termes de genre dans les études sur la crise de l'État providence et sur la révision et la pertinence des politiques sociales. Ce thème est abordé mais non développé dans cet exposé.

Dans le premier cas, l'analyse des caractéristiques du chômage omet de dire que l'absence d'emploi ne signifie pas l'absence de travail, comme les recherches portant sur le travail du point de vue des relations entre les sexes l'ont montré. Je ne me réfère pas ici à l'économie souterraine, qui représente une partie non négligeable de l'économie espagnole, en particulier quand elle est féminine. Je fais allusion au travail domestique ou reproductif, dont personne ne songe à remettre en cause le caractère féminin.

Dans le second cas, la relation figée, comme la base dominante de l'État providence, entre l'État, le marché et la famille, place les femmes dans une situation d'évidente inégalité, comme Lewis (1993) (1994) et d'autres spécialistes l'ont mis en évidence dans des analyses récentes.

Dans les deux cas, l'on est conscient qu'en privilégiant la présence des inégalités de genre ou des rapports sociaux de sexe, l'on fait abstraction d'autres inégalités telles les inégalités de classe ou les inégalités ethniques, également présentes chez les femmes et dans toute la société. Cette hiéar-

chie doit seulement se comprendre comme une mise de côté nécessaire de quelques axes d'analyse, en accord avec les objectifs prévus.

LE CHÔMAGE ESPAGNOL EST UN CHÔMAGE FÉMININ

Les fondements matériels de l'imaginaire collectif qui tolère l'énorme chômage espagnol se reflètent parfaitement dans le détail des chiffres, quelle que soit la source d'information choisie ou l'analyse réalisée. Dans tous les cas, ces chiffres reflètent une situation structurelle, vieille de plus de dix ans, dans laquelle les femmes⁴ et les jeunes sont les plus touchés, avec un taux de chômage féminin proche de 30% et un taux de chômage des jeunes qui atteint 42%.

Néanmoins, en dépit de la gravité de cette situation, quand on croise les deux chiffres, un groupe avec un taux de chômage plus important se dessine : il s'agit des femmes de 16 à 24 ans dont le taux de chômage est de 49%, comme on peut le voir dans le tableau 1 (voir en Annexe).

Garcia de Cortazar (1996) a montré dans une récente analyse sur la structure professionnelle féminine espagnole comment, depuis 1985, près de 50% de l'incorporation des femmes au marché du travail a débouché directement sur le chômage. Cela suppose que, dans la réalité, la moitié de toute la population au chômage est féminine. Cette tendance ne semble pas diminuer bien que l'on doive reconnaître que, depuis 1990, le taux de chômage masculin augmente lui-même lentement.

⁴ Le taux d'activité féminin espagnol croît résolument depuis 1985, date qui marque un changement de tendance du comportement d'emploi des femmes espagnoles

Mais le chômage féminin présente des caractéristiques propres qui n'affectent pas l'ensemble des hommes, et qui sont à l'origine de ce qu'on nomme la tolérance sociale. Autrement dit, la présence dans le groupe des femmes du travail domestique ou du travail de reproduction est un facteur clé/crucial quand on veut expliquer le chômage féminin et son hétérogénéité, comme Torns, Carrasquer et Romero l'ont montré (1995).

Dans cette analyse, l'on doit prendre en compte ces facteurs-clés. Bien que, selon la typologie "des opportunités du marché", (construite en combinant les données professionnelles et les données sur le travail domestique et la structure familiale, par rapport aux chômeuses désireuses d'avoir un emploi), ces facteurs expliquent le chômage féminin de manière significative et les différences à l'oeuvre dans ce groupe.

En effet, bien que les jeunes femmes aient les plus forts taux de chômage, ce sont les seules à avoir les meilleures chances pour entrer sur le marché du travail. Ainsi, sur les six groupes des chômeuses de la typologie, seules 14% de ce total ont de fortes ou de très fortes chances de trouver un emploi. Et cela, parce qu'elles sont jeunes (moins de 25 ans), célibataires, qu'elles ont un bon niveau d'étude et que, par dessus tout, elles n'ont pas charge d'âmes⁵.

Les autres groupes de chômeuses voient toujours leurs "chances sur le marché du travail" diminuer à mesure que s'accroissent leurs "charges familiales". Cette situation devient un élé-

ment central de l'imaginaire symbolique qui sous-tend la tolérance sociale à laquelle l'on a fait référence plus haut. En effet, la majorité des chômeurs sont des femmes et cela, apparemment, est toléré par la société espagnole sans trop d'encombre.

Telle est probablement la raison pour laquelle il apparaît inopportun de mettre au jour l'importance des "charges/contraintes familiales" dans l'étude du chômage féminin. En revanche, on préfère des sujets plus asexués, pour mener à bien les analyses du chômage, voire les politiques d'emploi qui prétendent y remédier.

L'analyse centrale est fondée sur la relation entre le chômage et l'âge, étant donné que personne ne peut faire fi de l'importance du chômage des jeunes. Bien que dans cette relation, on passe systématiquement sous silence l'évidente inégalité entre les hommes et les femmes parmi les jeunes. Comme on peut le voir dans le tableau n°1, si le taux de chômage des moins de 25 ans est proche de 42%, les hommes ne sont touchés qu'à 35,31% alors que les femmes le sont à 48,96%.

On retrouve la même démarche dans l'analyse des données relatives à l'état civil. Dans ce domaine, l'on étudie systématiquement l'existence de facteurs liés au travail domestique et familial comme clé explicative du chômage féminin. Même si, dans ce cas, on affirme l'existence d'un lien entre le chômage féminin et la relation de dépendance familiale, il ne paraît cependant pas fiable de l'expliquer au moyen de chiffres détaillés, mais qui, à la surprise prévisible de l'analyste (Toharia, 1991), concerne la majorité des femmes, qu'elles soient épouses ou filles du chef de famille.

Dans les faits, le taux de chômage des hommes mariés n'est que de 11,33%. Un taux correspondant au 11,11% de chômeurs et chômeuses chefs de famille (qui sont des hommes la plupart

⁵ Les charges familiales sont construites, étant donné les caractéristiques de l'échantillon utilisé (données relatives à la structure sociale espagnole) à travers des variables tels que le nombre d'enfants de moins de 16 ans et la réalisation effective et/ou salariée du travail domestique.

du temps). Tandis que les femmes mariées connaissent des taux de chômage de 23,91%, taux qui correspondent là encore au 21% de chômage chez le conjoint ou concubin (en général une femme) du chef de famille.

Une fois de plus, la gravité de la situation est à son acmé avec un taux de chômage de 34,8% pour les enfants du chef de famille qui sont, comme le laisse supposer l'analyse, dans leur majorité des filles. Cette dernière donnée peut se lire dans le tableau n°2, où l'on observe que le taux de chômage féminin et masculin des célibataires est d'environ 31%, dans les deux cas. Pourtant, la correspondance entre l'état de fils ou de fille du chef de famille et le fait d'être marié ou non est une hypothèse faible dans les analyses sur l'âge et l'état civil.

Le thème de l'éducation est, quoi qu'il en soit, un facteur explicatif de plus de poids concernant le chômage et probablement un mythe qui, dans la réalité, propose plus de données et de littérature aux spécialistes du couple emploi et formation. D'autre part, le thème de l'éducation constitue le principal lieu commun des remèdes contre le chômage, dans l'imaginaire de la société espagnole, qui montre ainsi sa foi profonde dans le succès de cette croyance.

L'inégalité entre les sexes souligne ici aussi, une fois de plus, la force du paradoxe qui pèse sur la réalité du chômage en Espagne. Ainsi, les jeunes femmes espagnoles, depuis deux décennies, ont un meilleur niveau d'étude que leurs homologues masculins. Et cette situation, depuis 1986-1987, se reflète jusqu'au niveau des études supérieures, où l'on rencontre une plus grande proportion d'étudiantes à l'université.

Mais les taux de chômage, comme on peut le voir dans le tableau n°3, rendent tout juste compte de l'incidence sur l'emploi de ce meilleur niveau

d'étude des jeunes femmes, pour ne pas dire qu'ils montrent l'inverse. Une fois de plus, les taux de chômage féminin sont toujours plus élevés que les taux de chômage masculins, quels que soit l'âge et le niveau d'études. Les plus forts pourcentages de chômage se rencontrent tout particulièrement chez les moins de trente ans et atteignent des niveaux plus importants chez les jeunes femmes, qui sont celles qui ont pourtant le plus grand "bagage scolaire". En approfondissant l'analyse, on se rend compte que les femmes diplômées de l'enseignement secondaire, en particulier issues des filières scientifiques et techniques, sont celles qui rencontrent les plus forts taux de chômage, même comparées aux non diplômées.

Les inégalités de sexe affichent leur importance, de nouveau, si l'on met en regard, les taux de chômage de la population illettrée et sans diplôme et ceux des diplômés de l'université. Ainsi, on peut voir combien les écarts entre les taux de chômage masculin des illettrés et des diplômés de l'enseignement supérieur sont importants : 22,78% chez les premiers et 10,80% chez les seconds. Mais cette différence n'est pas si grande si l'on compare les taux de chômage de leurs homologues féminines : 27,69% pour les non-diplômées et 21,94% pour les diplômées de l'enseignement supérieur. Étant donné les chiffres, on pourrait formuler cela de la manière suivante : le taux de chômage des femmes diplômées est approximativement le même que celui des hommes analphabètes.

Cependant, il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'un phénomène beaucoup plus complexe. En effet, les données de ce tableau illustrent l'échec d'un marché du travail incapable de profiter des ressources humaines plus jeunes, et en particulier, mieux préparées. Mais en même temps, l'on peut dire que ces

données mettent en évidence le fait que le niveau d'étude n'est pas indépendant des relations de genre. De sorte que, si l'on prend un exemple concret, l'on peut observer que les jeunes diplômées de l'enseignement primaire et celles diplômées de l'enseignement supérieur, entre 16 et 24 ans, ont presque le même taux de chômage (53,63% contre 52,68%). Cela montre aussi, de cette manière, l'échec de la croyance accréditée précédemment évoquée.

Cependant, le caractère spectaculaire de cette dernière donnée ne doit pas détourner notre attention d'autres considérations. Ce plus grand nombre d'étudiantes de l'enseignement supérieur signifie seulement, en Espagne, une présence plus importante de jeunes femmes dans des carrières où auparavant, déjà, elles étaient plus nombreuses. On rencontre le même phénomène dans le monde du travail, où la plus grande participation des femmes sur le marché du travail ne fait que renforcer la ségrégation professionnelle qui existait auparavant⁶.

L'échec du slogan "à formation plus importante, plus grandes possibilités d'emploi" se reflète également, et de manière plus dangereuse, dans les taux de chômage des moins de 30 ans, ayant fait des études secondaires à orientation technico-professionnelle. Dans ces groupes, l'on observe les plus grands écarts entre les taux de chômage féminin et masculin, si l'on fait abstraction de la catégorie des

illettrés et des non-diplômés. Concrètement, pour la catégorie des plus jeunes (16-24 ans), le taux de chômage féminin est de 48,14% et le taux de chômage masculin de 32,27%. Et de nouveau, il appert que la formation et/ou le niveau d'études ne sont pas quelque chose qui se construit de manière neutre ou asexuée.

En Espagne, quelques voix mettent en avant l'échec de la formation professionnelle pour expliquer la cause, du grand nombre d'étudiantes et, en conséquence, d'un si fort taux de chômage parmi elles. Les motifs invoqués pour étayer cet argument tournent autour de l'idée selon laquelle l'imaginaire scientifique et technique reste éloigné de la socialisation des femmes. Mais les taux de chômage des jeunes femmes ayant opté pour des études secondaires techniques ou scientifiques semblent confirmer que cet imaginaire a, une fois de plus, un référent matériel inéluctable. Cette réalité voue les filles de formation scientifique et technique à un plus fort taux de chômage, parce que cet imaginaire collectif, fortement accrédité, fait en sorte que ces jeunes femmes sont appréhendées avant tout comme des femmes et non comme des individus dotés de compétences scientifiques et techniques.

LA CONSTRUCTION SOCIALE DE LA TOLÉRANCE SOCIALE

Cependant, toutes ces statistiques ne sont que le reflet d'un chômage féminin, face à la gravité duquel il s'avère nécessaire d'élargir et de renouveler les arguments formulés jusqu'à aujourd'hui. Les réflexions qui suivent servent à orienter et clarifier cette notion de tolérance sociale face à ce même chômage. Ou, si l'on préfère, à essayer de trouver des réponses rationnelles face à la surprise paradoxale produite par un chômage d'une telle ampleur, face auquel aucun véritable

⁶ Cf. l'étude réalisée récemment sur le harcèlement sexuel dans le monde du travail catalan, étude qui, en plus de cette discrimination professionnelle, donne le détail sous-estimé de l'actuelle ségrégation professionnelle du marché du travail féminin en Espagne : Torns T., Borrás V.; Romero A., Palleja L. *L'assetjament sexual en el món del treball Catalunya*, Bellaterra, Grup QUIT-Dpt. Sociologia-UAB, 1996.

soupçon de conflit social ne se dessine. Tout au moins risquerons-nous quelques premières réflexions visant à réduire la distance actuelle entre les analyses et les discours autour du chômage et de l'exclusion sociale.

Les questions suivantes nous serviront de guide : les jeunes femmes, qui représentent déjà plus de 50% des chômeurs et des jeunes, sont-elles, dans leur grande majorité, exclues ? Ou bien, sont-elles les principales protagonistes de l'exclusion, en Espagne ? La réponse, dans les deux cas, est de toute évidence négative, si l'exclusion sociale suppose de rester en dehors du système et par conséquent de vivre ou de faire partie du groupe des marginaux.

On a dit que l'exclusion sociale était la rupture entre la participation de l'individu à la société et les rétributions de la société à l'individu⁷. Cette rupture s'articule autour de trois axes : le marché du travail (exclusion générée par le chômage) ; les relations sociales de base (exclusion provoquée par la rupture de liens familiaux, institutionnels ou sociaux) et des représentations symboliques ou de l'inconscient collectif (exclusion liée à la stigmatisation, la négation ou l'absence d'attributs qui manquent de déterminants collectifs).

En Espagne, personne ne remet en question la croissance d'un groupe toujours plus important d'exclus ; mais, dans ses rangs, les femmes au chômage auxquelles il est fait allusion ne représentent pas la majorité. Personne ne nie que les femmes sont aussi les actrices de premier choix de la nouvelle pauvreté, mais uniquement

quand elle sont mères célibataires. Autrement dit, quand le soutien de famille (l'homme) a disparu et qu'elles se transforment en soutien unique de la famille. Le risque d'exclusion est donc un fait indubitable qui, de surcroît, augmente si ces femmes ont un faible niveau de qualification professionnelle et/ou si elles se sont retirées du marché du travail depuis longtemps.

Mais ces femmes ne sont pas les mêmes que ces jeunes chômeuses avec un niveau d'études plus élevé que leurs homologues masculins, auxquelles l'on a fait référence. En Espagne, comme dans d'autres pays de l'Union Européenne, il faut probablement chercher les exclus, parmi les groupes de marginaux classiques : minorités ethniques comme les gitans, les toxicomanes, les ex-détenus, les prostituées, etc.

Il conviendrait de chercher les nouvelles sources de l'exclusion parmi la communauté de la "nouvelle pauvreté" ainsi qu'on la nomme, qui exclut ceux qui, il y a peu de temps encore étaient "normaux", par exemple : ceux qui font partie des 908 000 foyers, dont tous les membres, selon la dernière enquête sur la population active, sont au chômage. Mais je me risquerai à dire que, dans ce dernier cas de figure, les hommes au chômage ont plus de chances de demeurer des exclus en particulier dans les grandes zones urbaines, notamment s'ils ont plus de 45 ans, un faible niveau de qualification professionnelle et s'ils sont plus jeunes, même munis de diplômes universitaires.

Ces hommes sont la contrepartie réelle de l'imaginaire collectif qui sous-tend la tolérance sociale face au chômage féminin. C'est un paradoxe qui prend racine dans le contrat social dont est issue l'idée de citoyenneté dans nos sociétés. Ou, si l'on préfère, dans la distance qui existe entre être

⁷ Les quelques idées sur l'exclusion sociale sont tirées de la monographie sur le thème de la revue *Temas para el Debate* n°17, 1996, et aux propositions de Eli Tejero et Laura Torradella de l'équipe de recherche SOSTRIS du département de sociologie de l'université de UAB.

un citoyen de plein droit et celui qui a un travail sur le marché.

Pateman (1995) rappelle qu'un tel contrat a un caractère sexué puisque seul est citoyen de plein droit le chef de famille. Ce qui suppose, en Espagne, d'être un individu de sexe masculin, professionnellement actif et qui rencontre précisément dans cette activité professionnelle la base du lien social par excellence. Les femmes, aussi bien épouses que futures épouses accèdent à cette citoyenneté de manière médiatisée. Ce qui veut dire qu'il ne leur est pas nécessaire d'avoir une activité professionnelle. Cela va plus loin : l'emploi sera seulement reconnu comme un droit social à leur égard, et non comme un droit civique.

Partant de là, il est possible de dire qu'un imaginaire collectif tolère le grand volume de chômage actuel et le considère comme un problème mineur dès lors qu'il ne s'agit que d'un chômage féminin. Ainsi, la majorité des femmes sont exclues, mais seulement du marché du travail. Cette exclusion se produit effectivement parce qu'elles sont au chômage, et telle est l'exclusion logique, effectivement parce qu'elles sont considérées comme inactives ; or, être des femmes au foyer ou se dédier au travail domestique sont des activités qui ne comptent pas. Les deux situations les excluent du marché du travail, mais ne les transforment pas en exclues sociales.

Si elles sont des femmes au foyer, cette situation les stigmatise probablement, mais non seulement ne les exclut pas socialement mais au contraire et paradoxalement les transforme en lien fondamental au sein de la famille. Ou, en d'autres termes, l'état d'épouses et de mères les conduit à être le frein pour éviter l'exclusion de tous les hommes qui partagent leur vie dans la cellule familiale. La famille est une institution qui, comme le montrent

les analystes de l'État providence et de ses relations avec les femmes (Carrasco et al. 1996) est le rempart le plus sûr contre l'exclusion sociale en Espagne.

C'est pourquoi la gravité du chômage, en Espagne, apparaît uniquement dans l'imaginaire collectif, si le chômeur est un homme, chef de famille présent ou à venir. Ainsi, en étant au chômage, ce sujet masculin non seulement perd son emploi mais aussi le fondement du lien social qui le convertit en citoyen de plein droit. Et cela est effectivement perçu par la société espagnole comme quelque chose de très grave. Mais je poserai la question : ce processus est-il seulement caractéristique de l'Espagne ?

Robert Castel propose de penser à de nouvelles formes de citoyenneté qui ne passent pas par le marché. Les femmes espagnoles, et elles ne sont pas les seules, peuvent fournir pléthore d'exemples à cet égard. Elles peuvent même offrir leurs tâches domestiques quotidiennes, employées à assurer le bien-être du foyer et de la famille, comme un bon exemple de ces travaux d'utilité sociale, dont on dit que les chômeurs et les exclus indemnisés ne veulent pas.

Que deviennent les jeunes chômeuses espagnoles chaque jour mieux et plus diplômées dont le nombre a prospéré sous le mot d'ordre des "politiques d'égalité des chances" ? Que faire d'elles à l'avenir, face à la crise de l'emploi et à la crise de l'État providence ? Cette question fait partie intégrante du défi de l'avenir.

Robert Castel, dans le même entretien, se montre préoccupé par une focalisation excessive sur les marges du système qui ferait courir à l'exclusion le risque de cesser de regarder au centre. C'est une préoccupation que je partage, et sans m'attacher superficiellement à la véritable réalité de ces marges, je continue à préférer d'inter-

roger les racines du noyau. Mais ce travail requiert bien plus que cet exposé ne le prétend.

BIBLIOGRAPHIE

CARRASCO C., BORDERIAS C., ALEMANY C. (1994) *El trabajo de las mujeres*; Madrid, Fuhem-licaria.

CARRASCO C., ALABART A., MAYARDOMO M. MONTAGUT T. (1996) *Las mujeres y el Estado del Bienestar: una aproximación al caso español*, Universidad de Borcelona (informe de investigación).

CARRASQUER P., TORNIS T. (1993) *Las mujeres en paro de larga duración en el Vallés Occidental*, Working Paper/4, Grup QUIT-UAB, Bellaterra.

Confederación Sindical de Comisiones Obreras (CC.OO.) (1993) *El paro de larga duración en España*, Madrid (informe de trabajo).

Eurostat : (1993) *Les femmes au chômage dans la CE. Faits et chiffres*, Bruselas, CECA-CEE, CEEA.

GARCIA DE CORTAZAR M., (1996), *Estructura laboral de las mujeres españolas en M.A.*

GARCIA de LEÓN, *La sociología de las mujeres españolas*, Barcelona, Barcanova.

LEWIS J., (1993) *Women and Social Policies in Europe*, Reino Unido, E. Elgar.

LEWIS J., (1994) *Género y estudio de los sistemas de asistencia en "Arenal"*, Revista de historia de las mujeres", nº 1.

PATEMAN C. (1995) *El contrato sexual*, Barcelona, Anthropos.

RECIO A., OFFE C., GORZ A. (1997) *Enfoques alternativos*, Valencia, Germania.

ROGERAT CH., SENOTIER D, (1994) *Le chômage en héritage. Parole de femmes*, Vincennes, GREC.

TOHARIA L. (1991) *El paro femenino en España: algunas cuestiones para el análisis en "Revista de Economía y Sociología del Trabajo" /13-14*, Madrid.

TORNIS T. (1995) *Chômage en Ephesia, La Place des Femmes*, Paris, La Découverte.

TORNIS T., CARRASQUER P., ROMERO A., (1995) *El perfil socio-laboral del paro femenino en España*, Madrid, Instituto de la Mujer.

ANNEXES

Tableau n°1 : taux de chômage par sexe et classe d'âge

	femmes	hommes	hommes et femmes
Taux de chômage	29,56	17,12	21,91
Taux de chômage 16-24 ans	48,96	35,31	41,47
Taux de chômage 25-44 ans	28,49	15,67	20,89
Taux de chômage 45-64 ans	16,08	11,24	12,77
Taux de chômage 65 ans et plus	2,06	1,56	1,73

Source : EPA, troisième trimestre 1996

Tableau n°2 : Taux de chômage par état civil et sexe

Sexe	individus mariés	célibataires	taux de chômage total
hommes et femmes	15,65	33,98	22,91
hommes	11,33	31,30	18,43
femmes	23,91	37,31	30,08

Source : EPA, premier trimestre 1996

Tableau n°3 : Taux de chômage par diplôme et sexe

sexe et âge	chômage total	diplômes				
		illettrés (1)	diplômés enseignement primaire	diplômés enseignement secondaire(2)	diplômés du technique (3)	diplômés du supérieur (4)
total	21,91	24,55	19,31	25,01	23,78	16,32
hommes	17,12	22,78	16,18	19,19	16,52	10,80
16-24 ans	35,31	42,69	40,17	34,30	32,27	47,42
25-29 ans	23,28	38,92	33,16	21,80	16,88	26,89
30-54 ans	12,28	25,53	14,02	11,76	9,35	5,30
55 ans et plus	11,07	16,73	9,76	11,28	7,25	5,97
femmes	29,56	27,69	26,28	34,06	34,18	21,94
16-24 ans	48,96	68,93	53,63	47,61	48,14	52,68
25-29 ans	34,99	42,41	47,93	35,20	31,76	33,76
30-54 ans	23,48	32,92	25,46	26,28	25,31	12,76
55 ans et plus	11,85	13,37	10,06	12,18	5,03	7,83

Source : EPA, troisième trimestre 1996

(1) Cela inclut aussi les non diplômés

(2) Cela inclut ceux qui ont un niveau d'études secondaires ou moyen, à l'exception des filières professionnelles et techniques

(3) Cela comprend les individus ayant suivi les diverses modalités de formation professionnelle d'un niveau élémentaire ou supérieur.

(4) Cela inclut les individus ayant un diplôme de premier cycle universitaire mais pas les diplômes équivalents aux diplômes universitaires, notamment les cycles supérieurs post secondaires.